

LES DROITS DE L'HOMME EN CHINE

N°49 - septembre 2010

SOMMAIRE

Liberté d'expression et d'information. Internet.
pages 2&3

Démocratie. Répression des militants. *pages 3&4*

Les avocats. L'Appareil judiciaire. *page 5*

Conflits du travail. Condition ouvrière. *page 6*

Conflits fonciers. Mouvements de masse. *pages 6&7*

Minorités ethniques. *pages 7&8*
Question ouïghoure
Question Tibétaine

Hongkong. Macao *page 8*

Informations diverses. *page 9*

Bibliographie.. *page 10*

Sources d'information. *page 10*

(Les dates figurant en début de rubrique sont celles des faits ; les dates de fin de paragraphe, celles de l'information. Si la date des faits est inconnue, la date de début de rubrique est celle de l'information. Certaines informations parvenues récemment se rapportent à des événements relativement anciens. Les chiffres donnés en euros équivalent au montant en yuan, sur la base 1 euro = 10 yuan)

TENSIONS INTERNATIONALES ET DROITS DE L'HOMME.

Les droits de l'homme relèvent d'ordinaire des affaires intérieures. C'est pourquoi ce bulletin ne traite habituellement pas de la politique étrangère chinoise. Cependant tensions internationales et situation intérieure ne sont pas entièrement dissociables et leurs liaisons sont parfois fort complexes. Les événements de ce mois en sont une illustration avec une spectaculaire poussée vers l'extérieur du territoire.

Le 7 septembre, un chalutier chinois est venu heurter deux patrouilleurs nippons dans une zone maritime administrée par le Japon, à proximité des îles Diaoyu sur lesquelles la Chine (Beijing et Taipeh) estime avoir des droits historiques. Le navire arraisonné a été restitué, les matelots ont recouvré la liberté le 13 et le capitaine est retourné sur le continent le 25 septembre. Il y eut non seulement quelques manifestations antijaponaises ici et là, d'ailleurs bien encadrées, mais aussi la suspension d'échanges ministériels bilatéraux, l'arrêt de la concertation sur le développement des échanges aériens et maritimes et l'annulation de tournées culturelles et de circuits touristiques, voire une menace de ne plus exporter les terres rares dont l'industrie japonaise a grand besoin. Beijing arrête quatre «espions», demande des excuses ; Tokyo exige des réparations.

Ces effets de manches s'accompagnent de quelques prises de position surprenantes : comme le Guomindang à Taiwan demande instamment le démantèlement des missiles du Fujian pointés vers l'île, Beijing a affirmé que cette requête était déraisonnable puisque les fusées pouvaient servir, dans l'intérêt des deux régimes à défendre les Diaoyu contre l'occupation japonaise. En même temps, le conflit des îles enfonce un coin entre Taiwan et les États-Unis puisque Hillary Clinton a rappelé que les Diaoyu étaient incluses dans le périmètre de protection du traité nippo-américain de défense.

Ces tensions servent aussi à justifier le projet de construction d'un porte-avions, ne serait-ce que pour faire pièce à la marine américaine : elle avait déployé le porte-avions nucléaire Washington lors des manœuvres en Mer Jaune de fin juillet ; le bâtiment pourrait revenir pour d'autres manœuvres en octobre.

En mer de Chine méridionale, Beijing réaffirme au nom de l'histoire sa possession des îles et des archipels, rejetant les prétentions des Philippines, de Brunéi, de la Malaisie et du Vietnam, au risque de voir se constituer un bloc hostile au sein de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est.

De l'autre côté de la Chine, à quelques milliers de kilomètres, un exercice conjoint de lutte contre le terrorisme a rassemblé les armées du groupe de Shanghai. Beijing et Moscou y ont échangé leur expérience et fait cause commune dans la lutte contre les séparatistes islamistes : Ouïghours d'un côté, Tchétchènes de l'autre.

Ainsi Beijing fait flèche de tous bois, réveillant la cohésion nationale face au Japon, essayant de maintenir la pression militaire sur Taiwan au nom des intérêts communs des Chinois des deux côtés du détroit, développant sa flotte en direction du sud et mobilisant les armées d'Asie centrale pour mieux lutter contre la tentation d'un Turkestan oriental. Sans cesser d'affirmer qu'il ne désire que la paix et l'entente des peuples.

Nous contacter :
communication@ldh-france.org en
mentionnant en objet «Groupe Chine».

Liberté d'expression et d'information. Internet.

18 sept.

Quinze jours de détention pour Xiao Yong et dix jours pour Zheng Chuangtian, deux militants de Guangzhou (Guangdong) pour leur rôle dans la défense de la langue cantonnaise et dans la critique du comportement du Japon dans la zone des îles Diaoyu (au nord de Taiwan). Selon l'avocat Tang Jingling, il s'agit d'arrestations préventives (les manifestations prévues n'ont pas eu lieu) à l'approche des Jeux asiatiques qui doivent se tenir à Guangzhou en novembre. (*South China Morning Post*, 20 septembre)

16 sept.

Le gouvernement a ouvert le 8 septembre un site internet supposé établir une liaison directe avec le président Hu Jintao et d'autres dirigeants. Cette initiative est présentée comme un pas vers la démocratie directe. Mais selon le Nanfang Zhoumo (l'Hebdomadaire du Sud) qui relève du parti de la province du Guangdong, le site a dressé une liste de vingt-six sujets prohibés, sous peine de blocage des envois de message et suppression du code personnel sur Internet. Le site aurait reçu trente mille appels dans les six premiers jours. (*Ta Kung Pao*, 22 septembre)

17 sept.

Après vingt-neuf jours de détention, l'auteur d'un livre La Grande Migration sur les malversations gouvernementales et le sort des populations déplacées par le projet des gorges de Sanmen, a été libéré sous caution. Xie Chaoping n'est pas libre de ses mouvements et il a dû exprimer de « sincères regrets pour son activité illégale », à savoir les entretiens menés pendant trois auprès de la population. Il avait été arrêté dans son appartement de Beijing le 19 août. Vingt mille copies de son livre avaient été distribuées en mai, comme supplément d'une revue de Taiyuan (Shanxi). Son avocat Zhou Ze estime que cette libération s'explique par le soutien de la presse, de l'opinion publique et des cybernautes. (*South China Morning Post*, 18 septembre)

17 sept.

Arrestation à une date imprécise de l'imprimeur Zhao Shun du Hebei. Il avait imprimé le supplément de la revue l'Étincelle qui avait reproduit l'ouvrage de Xie Chaoping La Grande Migration. (*R.S.F.*, 17 septembre)

15-17 sept.

Le ministère de la Défense et le Bureau national de la Police japonais ont été vraisemblablement la cible d'attaques cybernétiques. Un groupe chinois avait annoncé le 11 septembre qu'il attaquerait les sites internet du gouvernement nippon, en représailles contre l'arraisonnement d'un bateau à proximité des îles Diaoyu (Senkaku). L'accès aux sites fut difficile pendant cette période mais le contenu n'a pas été affecté. (*Kyodo*, 17 septembre)

15 sept.

Selon le Bureau de la presse et des publications, l'administration a constaté depuis 2005 2.621 cas d'infraction à la législation sur les droits d'auteur ; elle a procédé à la fermeture de 1.198 sites « illégaux ». (*Xinhua*, 15 septembre)

4 sept.

Le groupe qui dirige le Nanfang Dushi Bao, le Journal de la métropole du sud jusqu'à présent connu pour son indépendance de ton, a interdit l'ancien éditeur adjoint - devenu chercheur - Chang Ping de tout commentaires pour le quotidien et pour l'hebdomadaire à partir de la fin août. L'interdiction n'a pas été motivée. Un de ses collègues Kuang Biao, dessinateur humoristique, a été puni financièrement pour avoir critiqué cette interdiction. Chang Ping avait perdu son poste d'éditeur en 2008 après un article mal accepté sur le Tibet. Selon les journalistes, la censure externe et l'autocensure pèsent de plus en plus lourd sur la publication et portent atteinte à son prestige, le journal avait longtemps été considéré comme « la conscience de la Chine ». (*South China Morning Post*, 4 septembre)

1 sept.

Enregistrement obligatoire sous nom véritable des téléphones mobiles à partir de cette date, ainsi que lors de l'achat de cartes SIM prépayées. L'intention officielle est d'améliorer la lutte contre la fraude et les spam ; mais il est ainsi possible de mieux contrôler les communications. Appliquée dans la capitale, la décision serait mal suivie dans le sud du pays. Certains observateurs estiment que la tâche est trop complexe et que l'objectif ne pourra être atteint en raison des progrès techniques. (Ming Pao, Apple Daily, 2 septembre ; Xinhua, 1 septembre)

Démocratie. Répression des militants.

22 sept.

Dans une lettre adressée au Comité du prix Nobel de la Paix, trois cent dix personnalités et intellectuels chinois, résidant en Chine ou à l'étranger, s'associent à la demande exprimée la veille par l'ancien président de la République tchèque Vaclav Havel et par deux autres signataires de la Charte 77, Dana Nemcova et Vaclav Maly. Ils souhaitent que le militant des droits de l'homme Liu Xiaobo, emprisonné pour onze ans, soit pris en considération pour l'attribution du Prix Nobel de la Paix.

La porte-parole du ministère des Affaires étrangères chinois a déclaré que cette attribution serait contraire à l'esprit de l'institution et qu'elle nuirait aux relations existant entre la Chine et la Suède. (C.H.R.D., 22 septembre ; Aujourd'hui la Chine)

20 sept.

L'époux et le fils de Li Shulian, une pétitionnaire de Longkou (Shandong) morte en détention dans une prison clandestine de cette ville il y a un an, ont disparu depuis le 6 juin. Ils se trouvaient à cette date à Beijing pour réclamer la vérité sur ce que la police appelle «un suicide». La sœur de Li Shulian a été tabassée le 6 juin par la police de Longkou alors qu'elle s'enquerrait du sort des deux personnes. (Boxun, 20 septembre)

18 sept.

Arrestation de deux pétitionnaires, Yuan Peiwei et Xiao Yong pour manifestations «illégales» anti-japonaises à Beijing et Guangzhou. Xiao Yong est resté quinze jours en «détention administrative». On note simultanément plusieurs assignations à résidence destinées à empêcher la participation à de telles manifestations, notamment à Beijing celles des militants Zhang Hui, Teng Biao, A'er et Wang Lihong. (Boxun, 18 septembre)

13 sept.

La société privée Anyuanding de Beijing s'est spécialisée dans l'arrestation et la détention des pétitionnaires venus de province, et ce pour le compte des autorités locales. Son chiffre d'affaires augmente rapidement. Elle a créé des filiales à Shanghai et Chengdu (Sichuan). (Caijing, 13 septembre)

14 sept.

Sortie de prison après onze ans d'incarcération pour «subversion du pouvoir d'État» de Wu Yilong, un des organisateurs du Parti chinois pour la démocratie. Condamné en octobre 1999, il aurait pu être libéré sur parole dès novembre 2008, à condition de reconnaître ses erreurs, ce qu'il refusa. La veille, un autre membre de ce parti Chen Shuqing, avait recouvré la liberté après quatre ans d'emprisonnement pour « incitation à la subversion du pouvoir d'État ». (C.H.R.D., 14 septembre).

10 sept.

Arrestation à Guangzhou (Guangdong) de la pétitionnaire Ma Shengfen alors qu'elle tentait une action en justice contre la municipalité de la ville. Ouvrière migrante, elle demande le versement de salaires arriérés et une compensation pour les agressions physiques subies de la part d'hommes de main de son employeur. Sa famille est sans nouvelle depuis l'arrestation. (Boxun, 14 septembre)

9 sept.

Retour à Dongshigu, village du district de Yinan (Shandong) du juriste aveugle et autodidacte Chen Guangcheng, à l'issue d'un emprisonnement de quatre ans et trois mois. Arrêté en mars 2006, Chen avait dénoncé les stérilisations forcées et les avortements tardifs pratiqués sur sept mille femmes par les services de planification des naissances de Linyi (Shandong) au nom de la politique de l'enfant unique.

Il est depuis assigné à résidence et impossible à joindre par téléphone. Son état de santé s'est dégradé depuis deux ans (gastro-entérite chronique) mais il lui est interdit de consulter un médecin. La maison est entourée de policiers et surveillée par des caméras. Son épouse Yuan Weijing n'avait pu le voir que trois fois en quatre ans alors que la loi permet des visites mensuelles. (*South China Morning Post*, 14 septembre)

8-9
sept

400 pétitionnaires, venus à Beijing pour l'anniversaire de la mort de Mao Zedong, ont été placés en centres de détention puis renvoyés chez eux par des fonctionnaires de la municipalité de Shanghai installés dans la capitale. Ils avaient organisé pour le 9 septembre un concert de « chants rouges » près de la gare du Sud mais la manifestation fut annulée ; son responsable, Liu Xiaocheng, fut arrêté. Le 11 septembre, un groupe de 70 pétitionnaires se sont rassemblés à Tianjin en souvenir de l'ancien chef du parti et pour dénoncer la corruption. (*Boxun*, 12 septembre)

7 sept.

Les pouvoirs publics continuent de harceler l'association Ai-zhixing. Après trois inspections émanant d'administrations différentes depuis le début de l'année, le bureau des impôts lance un nouveau contrôle fiscal avec exigence de fournir une longue liste de documents. Or il avait déjà procédé à trois contrôles depuis 2008 sans relever d'irrégularités. L'association attribue ces harcèlements au soutien qu'elle apporte à Tian Xi, défenseur des victimes du SIDA (voir ci-dessous 21 septembre). (*C.H.R.D.*, 7 septembre)

3 sept.

Le militant du Hunan Xiao Yong a organisé en août une pétition demandant à l'Assemblée nationale l'abolition du régime de rééducation par le travail (Laojiao). Elle aurait au 3 septembre recueilli six cent vingt et une signatures. La police s'est rendue le 2 septembre à son domicile pour lui enjoindre de mettre un terme à sa campagne. (*Boxun*, 4 septembre)

2-7 sept.

La police a empêché le 2 septembre une vingtaine de pétitionnaires du Guangxi, de Mongolie intérieure et du Liaoning de pénétrer dans les locaux des Nations unies à Beijing. Le 7, d'autres ont tenté de remettre copie de leur pétition aux étrangers du quartier des ambassades (Sanlitun). Plusieurs véhicules de police sont arrivés et ont procédé aux arrestations. (*Boxun*, 7 septembre)

31 août

Une cinquantaine de pétitionnaires du district de Hengyang (Hunan) ont été arrêtés, détenus et interrogés dans des prisons clandestines, alors qu'ils se proposaient de profiter d'une visite du secrétaire du parti à Hengyang pour dénoncer les injustices dont ils étaient victimes. (*C.H.R.D.*, 2 septembre)

21 août

Le Bureau de la Sécurité publique a abandonné l'accusation d'évasion fiscale formulée en 2009 à l'encontre de l'association Gongmeng (Initiative pour une Constitution ouverte). Il annule les cautions imposées au directeur Xu Zhiyong et à l'un des employés. Tous deux avaient été détenus trois semaines en août 2009 pour n'avoir pas versé d'impôts sur une donation de soutien reçue de l'étranger. (*C.H.R.D.*, 4 septembre)

Les avocats. L'appareil judiciaire.

21 sept.

Condamnation à deux ans et demi de prison de l'avocate Wang Yu par un tribunal des chemins de fer pour «avoir causé des dommages physiques par négligence».

Le 4 mai 2008, elle avait eu une altercation avec des cheminots à Tianjin et aurait été frappée par eux. Elle avait été condamnée en 2009 à trois ans de prison pour «blessure intentionnelle» par le même tribunal de Tianjin. La décision fut infirmée le 10 août 2010 pour insuffisance de preuves. Les collègues de Wang Yu estiment que la procédure est inconstitutionnelle et que les Chemins de fer n'ont aucun droit à disposer d'un système parallèle de police, de mises en accusation et de tribunaux. (C.H.R.D., 21 septembre)

21 sept.

Ouverture à Xingcai (Henan) du procès de Tian Xi, victime du H.I.V. à l'âge de neuf ans après une transfusion de sang opérée dans un hôpital du district, zone frappée par le virus. Il lui est reproché d'avoir à cinq reprises et par colère dégradé les bâtiments de cet hôpital et la maison du chef de l'établissement.

Ce dernier avait refusé de verser toute compensation aux détenteurs du virus pour lesquels Tian Xi combattait. Il avait travaillé dans l'organisation Aizhixing dont le chef a fui aux États-unis en mai 2010, pour échapper à d'incessants harcèlements.

La police a emmené la mère de l'accusé qui protestait à l'extérieur du tribunal. Une dizaine de voyous ont tenté de s'emparer de la caméra du cinéaste He Yang, un ami de Tian Xi, dans l'indifférence de la police. (South China Morning Post, 22 septembre ; Xinhua)

14 sept.

L'avocat Jiang Tianyong et sa famille ont reçu en quelques jours de nombreux appels téléphoniques d'intimidation avec menaces de mort. Des individus non identifiés ont suivi l'avocat ; des cybernauts ont attaqué sa boîte de courrier électronique. La police l'a convoqué à maintes reprises pour «prendre un thé», c'est-à-dire subir un interrogatoire. (Boxun, 15 septembre)

10 sept.

La police a contraint l'avocat pékinois Wang Yajun de quitter son hôtel de Yitong, agglomération de Siping (Jilin) et l'a placé dans un train en partance pour Beijing. Wang Yajun devait défendre un adepte du Falungong. Il avait reçu la veille la visite de personnes disant appartenir au bureau spécial des dossiers Falungong qui lui avaient affirmé que les avocats extérieurs à la province ne pouvaient traiter ce genre d'affaires. Pressé de montrer leur titre, les interlocuteurs ont affirmé qu'il s'agissait de documents secrets qui n'avaient pas à être produits aux avocats. (Boxun, 11 septembre)

9-10
sept

Procès de Lü Jiangbo, chef du village Keren, agglomération de Jinjiang (Fujian) pour «obstruction aux affaires publiques» et «organisation mafieuse». Lü Jiangbo avait organisé les paysans de son village pour résister à la réquisition de terrains en début d'année. Il a montré au tribunal les cicatrices laissées par les tortures subies en détention. Son avocat Liu Xiaoyuan a été suivi par la police et menacé dans la période du procès. (Boxun, 10 septembre)

4 sept.

Un tribunal de Foshan (Guangdong) a refusé l'intervention de juristes bénévoles au cours d'un procès pour la raison qu'ils «incitaient de manière pernicieuse les plaignants à engager des poursuites déraisonnables». Ces juristes suppléants (gongmin daili) peuvent assumer la défense d'accusés ou soutenir des parties civiles sans avoir la qualité d'avocats mais à la condition de ne recevoir aucune rémunération. Ils jouent un grand rôle dans la défense des droits civiques, compte tenu du petit nombre d'avocats qui osent s'engager sur les sujets «sensibles».

L'avocat et militant des droits civiques Teng Biao estime que cette décision de Foshan est «sans aucun fondement légal». (Ming Pao, 4 septembre)

Conflits du travail. Condition ouvrière.

10 sept.

Grève de deux cents ouvriers de l'usine sino-japonaise Rongshida-Sanyo à Hefei (Anhui). Les revendications portent sur les salaires, les dépassements d'horaires et le recours au travail temporaires. (*Boxun*, 10-14 septembre)

8 sept.

Début du procès de cinq dirigeants d'exploitation minière, suite à l'accident survenu le 8 septembre 2009 à Pingdingshan et qui avait fait soixante-seize morts. Les dirigeants savaient que le gaz dépassait les pourcentages admis mais ils avaient falsifié les compteurs et demandé aux ouvriers de descendre dans les puits. En 2003, la mine avait été déclarée hors d'état d'exploitation sans des améliorations techniques. Mais l'extraction s'est poursuivie à partir de 2006, avec interdiction faite aux mineurs de le révéler. (*South China Morning Post*, 8 septembre)

7 sept.

Grève de plusieurs milliers d'employés dans l'usine à capitaux japonais Brothers de Shenzhen (Guangdong). Leur protestation porte sur l'insuffisance des salaires et sur la charge de travail. (*R.F.A.*, 9 septembre)

30 août

Manifestation devant les bâtiments du département politique de l'armée à Beijing d'une centaine de vétérans de la guerre de 1979 avec le Vietnam pour réclamer les allocations promises. Les 25 et 26 août, plus d'une centaine de vétérans du Shandong s'étaient rassemblés devant le bureau des plaintes. (*Boxun*, 30 août)

18 août

Affrontements avec la police de plusieurs milliers d'habitants de Gongxi, district de Le'An, municipalité de Fuzhou (Jianxi) qui protestent contre la pollution engendrée par une fonderie de plomb. Le chef de la police locale, qui avait menacé de mort les manifestants a été frappé. Les bagarres ont fait une centaine de blessés. La police a arrêté plus de cent personnes. (*Centre d'information pour les droits de l'homme et la démocratie*, 20 août)

Les conflits du travail se sont multipliés en août, principalement dans les entreprises étrangères. 16-19 août : grève des deux cents ouvriers de l'usine sud-coréenne Lotte Food à Beijing, pour un relèvement de salaires ; elle aboutit à une augmentation de 6% des rémunérations. 19 août : grève de mille ouvriers dans une usine à capitaux taiwanais de Shenzhen, pour protester contre la délocalisation de l'établissement. 23 août : manifestation de quatre cents ouvriers licenciés du Groupe sidérurgique de Guangzhou (Guangdong) pour récupérer les allocations logement que l'entreprise n'aurait pas versées. (*R.F.A.*, *Weiwei Po*, *Xinhua*)

Conflits fonciers. Mouvements de masse.

16 sept.

Plusieurs centaines d'habitants du district de Zhouqu (Gansu), où un glissement de terrain a fait deux mille morts et englouti le village de Yueyuan le 7 août, ont protesté devant les bâtiments administratifs et exigé des explications sur la construction des sept barrages de Sanyanyu. Ils estiment qu'il ne s'agissait pas d'une catastrophe naturelle et que les matériaux de construction utilisés étaient d'une qualité déplorable. (*Ming Pao*, 17 septembre)

16 sept.

Un affrontement entre un groupe de villageois de Pengmei, agglomération de Ximei (Fujian) et des membres de la municipalité venus saisir leurs terres a fait plusieurs blessés, dont certains par fractures. Les villageois affirment que les officiels n'ont pas respecté les procédures, et ce, dans leur propre intérêt. (*Boxun*, 20 septembre)

10 sept.

Pour résister à la démolition de leur habitat, trois personnes ont mis le feu à leurs vêtements dans la district de Yihuang de la municipalité de Fuzhou (province du Jiangxi). Les autorités leur avaient retiré l'électricité en avril pour les inciter à partir. Elles ont déclaré

... suite en page 7

que les brûlures avaient une cause accidentelle. Le plus âgé des trois est mort le 18 septembre. L'affaire a soulevé une grande émotion et beaucoup de cybernautes ont envoyé des messages de sympathie. (*Journal de la métropole du Sud*, 13 septembre ; Xinhua)

6 sept.

Plus de mille élèves d'écoles secondaires ont protesté dans les rues d'Anqing (Anhui) contre la protection accordée par les autorités à un fonctionnaire auteur d'un accident de circulation où serait mort un lycéen. La police les a empêchés de pénétrer dans les bâtiments officiels. (*Centre d'information pour les droits de l'homme et la démocratie*, 7 septembre)

4 sept.

Un affrontement de 80 villageois avec 40 ouvriers migrants a fait deux morts et trente blessés dans la municipalité de Laibin (Guangxi). Les villageois craignaient que la construction d'une voie ferrée à grande vitesse entraînât l'inondation de leurs terres et exigeaient des compensations. Seuls des renforts de police ont permis de mettre un terme aux bagarres. (*Guangxi news*, 6 septembre)

20 août

Manifestation d'un millier de propriétaires devant les bâtiments municipaux de Guangzhou (Guangdong) pour protester contre la pollution émanant d'une tour de refroidissement destinée à une voie ferrée souterraine et pour exiger le déplacement de cette tour. (*Apple Daily*, 21 août)

Minorités ethniques.

QUESTION OUIGHOURE

24 sept.

Le Kirghistan a refusé la projection à son festival cinématographique sur les droits de l'homme d'un film biographique australien relatant la vie de Rebiya Kadder, présidente du Congrès ouïghour mondial. La direction du festival, encadrée par des officiers de la Sécurité, estime qu'il s'agit là d'une provocation. Un film russo-norvégien sur les violations des droits de l'homme a été de même déprogrammé. Le militant kirghiz des droits civiques Dmitriy Kabak qui dirige l'association Position Ouverte dénonce la censure exercée par les autorités de son pays. (*Interfax News Agency*, 24.KG website, 24 septembre)

9 sept.

Début dans le sud du Kazakhstan des manœuvres « anti-terroristes » dites Mission de paix 2010, les septièmes de l'Organisation de Coopération de Shanghai. Cinq mille militaires y participent, appartenant à cinq des six pays membres de l'organisation : Chine, Kazakhstan, Kirgizstan, Russie et Tadjikistan. L'Ouzbékistan n'y prend pas part. Les manœuvres ont pris fin le 25 septembre. Le gouvernement chinois reconnaît qu'il s'agit là d'une réponse aux troubles séparatistes dans la zone et en particulier aux activités du Mouvement islamique du Turkestan oriental. (*Xinhua*, 19 septembre)

27 août

Des primes allant de 10.000 à 100.000 yuan récompenseront la dénonciation de fabriques, de transport ou de stockage d'armes ainsi que d'opérations criminelles. (*Xinhua*, 27 août)

19 août

Un attentat à la bombe visant un groupe de policiers supplétifs ouïghours a fait huit morts et quinze blessés dans la banlieue d'Aksu (Nord-ouest du Xinjiang). Deux des assaillants – dont une femme – seraient morts dans l'explosion. L'attentat ferait suite à une descente de police dans une fabrique d'armes clandestines où un Ouïghour aurait été tué. Selon Xinhua, il n'y avait pas eu d'incidents mortels dans la région depuis ceux du 5 juillet 2009. (*South China Morning Post*, 21 août ; *Ming Pao* ; Xinhua)

QUESTION TIBETAINE

24 sept.

Hong Ai, le village natal du dalai lama, a été rénové et reconstruit en seize mois ; le chantier devait s'achever à la fin de septembre. Les anciennes habitations ont fait place à des logements modernes, aux couleurs vives et pourvus de cabinets à chasse d'eau. Le style traditionnel a été abandonné «car il n'existe plus guère d'artistes pour le pratiquer». Le revenu annuel par tête des villageois est de 3.399 yuan (340 €). (*Xinhua*, 24 septembre)

2 sept.

Une centaine d'étudiants en médecine traditionnelle ont protesté devant les locaux de l'administration régionale à Lhassa en brandissant le drapeau national, contre la forte réduction des effectifs recrutés par les services de Santé. (*Oriental Daily*, 5 septembre)

15 août

Une manifestation de villageois au sujet d'une exploitation de mine d'or aurait conduit à un affrontement avec la police et à la mort, selon les versions, d'un ou quatre Tibétains dans le district de Paiyul, préfecture de Garze (Sichuan). La date de l'incident, elle-même, est incertaine. (*Xinhua*, *Phayul*, *R.F.A.*, 30, 26, 24 août)

10 août

Les cafés internet et les entreprises qui mettent des ordinateurs à disposition du public doivent avant cette date avoir installé un logiciel de filtrage et de surveillance. Depuis le 1er août, les internautes doivent s'identifier avec une carte magnétique nominative pour pouvoir se connecter. Parmi les sites en tibétain bloqués, citons *Thetibetpost.com* ; *Phayul.com* ; *Outlooktibet.com* ; *Shambalapost.com* ; *Pressoftibet.com* ; *VOA Tibetain News*. (*RSF*, 10 août)

Hongkong - Macao

5 sept

Les éléments pro-Beijing contestent vivement l'émission satirique Manchette de la Radio et Télévision de Hongkong (R.T.H.K.) et sa liberté de ton à l'égard des dirigeants de l'ancienne colonie britannique. Le directeur de la station a affirmé qu'il ne reculerait pas sur la liberté de la presse, qu'il considère comme «aussi importante que la vie». Mais il est soupçonné d'avoir voulu écarter les deux producteurs de l'émission Ng Chi-sum et Tsang Chiho. L'engagement de ces deux derniers vient à son terme à fin 2010. (*RTHK*, 5 septembre)

3 sept.

Acquittement de Christina Chan (Chan Hau-man), accusée de violence envers un policier lors de la manifestation du premier janvier 2010. Le tribunal a jugé que la légère blessure du policier résultait d'une bousculade et n'était pas intentionnelle. Les participants du défilé demandaient le suffrage universel pour Hongkong et la libération de Liu Xiaobo, démocrate dissident qui venait d'être condamné à onze ans de prison. Lors des manifestations organisées lors du passage de la flamme olympique en 2008, Christina Chan avait brandi un drapeau tibétain. (*South China Morning Post*, 4 septembre).

Informations diverses

(Cette rubrique regroupe des informations qui, sans toucher directement aux droits de l'homme stricto sensu, éclairent sur les réalités et les tensions de la société chinoise).

22 sept.

Selon les chiffres officiels, le nombre total des individus contaminés par le HIV ou atteint du Sida s'élève à 700.000 en 2008, avec 34.864 morts. Les militants de la lutte contre le Sida donnent des chiffres dix fois plus élevés. L'origine de la contamination se trouve en majorité dans la politique incontrôlée des prélèvements sanguins menée dans les années quatre-vingt-dix. (South China Morning Post, 22 septembre)

19 sept

Depuis avril 2009 et jusqu'au 6 septembre 2010, la police a redonné la liberté à 10.621 femmes et 5.896 enfants enlevés pour trafic humain. Elle a dé-mantelé 2.398 gangs et traité 13.500 affaires d'enlèvements. 813 enfants ont pu retrouver leurs parents biologiques par le moyen de tests ADN. (Xinhua, 19 septembre)

14 sept.

Selon une enquête d'opinion menée sur le site qq.com, 91% des interrogés se seraient prononcés contre le relèvement de l'âge de la retraite. Dans les zones urbaines, les effectifs annuels de nouveaux retraités s'élèvent à trois millions sur un total de 110 millions de salariés concernés par le régime des retraites. Selon le porte-parole du ministère des Ressources humaines et de la Sécurité sociale, 24 millions de personnes vont entrer sur le marché du travail cette année alors que 12 millions d'emplois seulement peuvent leur être proposés. (Xinhua, 14 septembre)

14 sept.

La consommation d'énergie pour les huit premiers mois de 2010 a atteint 2.790 milliards de KWH, soit 19,4% de plus que l'année précédente. (Xinhua, 14 septembre)

14 sept.

Selon l'ancien directeur de la Commission de supervision et d'administration des biens d'État, près de cinq mille entreprises d'État – grandes ou petites – sont tombées en faillite chaque année dans la période 2002-2009. (Xin-hua, 14 septembre).

14 sept.

14 septembre. Depuis le début de l'année, la police a arrêté plus de sept mille-joueurs d'argent sur l'internet et gelé l'équivalent de 148 millions de dollars. Elle aurait aussi démantelé cent trente gangs liés à des réseaux étrangers. Les informations ont été notamment fournies par la Banque de Chine et par la Commission de régulation des banques. (Xinhua, 14 septembre)

8 sept.

Une enquête sur les qualifications du personnel menée en 2008-2009 a montré que plus de deux cents pilotes avaient présenté des dossiers falsifiés. Les résultats n'avaient pas été publiés. Cette révélation survient après le grave accident aérien survenu le 24 août à Yichun (Heilongjiang). (Xinhua, 8 septembre)

7 sept.

7 septembre. Selon les services démographiques de la Région autonome, le Tibet a une population de 2,9 millions de résidents permanents, en croissance de 1% par an. L'espérance de vie à la naissance serait de 67 ans. Plus de 10% de la population a plus de soixante ans. Les données sont présentées comme en forte progression sur la situation des années cinquante. (Xinhua, 7 septembre)

4 sept.

Le nombre des chrétiens de Chine s'élève à 70 millions (contre 78 millions de membres du P.C.C.). 75% d'entre eux relèveraient des églises non officielles. (Straits Times Singapour, 4 septembre)

BIBLIOGRAPHIE.

- **L'obstination du témoignage**, rapport annuel 2010. OBSERVATOIRE POUR LA PROTECTION DES DEFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME OMCT/FIDH. 13 septembre 2010. 567 pp. CHAPITRE ASIE pp.299-433 (CHINE 331-343).

Deux documents relatifs à la pratique de la torture établis par les *Défenseurs des droits de l'homme chinois* (C.H.R.D.)

- **Questions et faits à l'adresse du gouvernement chinois pour réponse dans son cinquième rapport à l'intention du comité contre la torture (C.A.T.)**. CHINESE HUMAN RIGHTS DEFENDERS. 8 septembre 2010. 13 pp. En anglais.

Disponible sur le site <http://chrdnet.org/wp-content/uploads/2010/09/Issues-and-Cases-CHRD-Recommendations-CAT-Include-in-its-LOI-for-China.pdf>.

Avec ce texte complémentaire :

- **Report on Several Issues Raised by the Chinese Government's Response to the UN Committee Against Torture's Recommendations for Follow-Up in 2009**. CHINESE HUMAN RIGHTS DEFENDERS. Été 2010. 5 pp. En anglais.

Disponible sur le site : http://www2.ohchr.org/english/bodies/cat/docs/followup/ngos/CHRD_China41.pdf

SOURCES D'INFORMATION

64tianwang, Agence France-presse, Agence Xinhua, Amnesty International, Apple Daily, Article 19, Aujourd'hui la Chine, B.B.C., China Information Center, Boxun, China Labour Bulletin, Chine-Informations, Chinese Human Rights Defenders, Citizens'radio, Confédération internationale des syndicats libres, Dajiyuan (La Grande Epoque), Fondation Duihua, Human Rights in China, Information Centre for Human Rights and Democracy, I.F.E.X. (Echange international de la liberté d'expression), Kyodo News Agency, Laogai Research Foundation, Minsheng Guancha, Ming Pao, Radio France Internationale (émission en chinois), Radio Free Asia, Radio Free China, Reporters sans Frontières, Rights Campaign, South China Morning Post, The Standard, Wen Wei Po. .

POUR NOUS CONTACTER, écrire à :

communication@ldh-france.org en indiquant en objet de votre mail : «Groupe Chine».